

retour sur... « le devenir révolutionnaire »

entretien avec philippe roux

jeff catala et ludovic goubier

alain badiou

Le mot communisme.

Venons-en directement à Circonstances 4, qui s'intitule De quoi Sarkozy est-il le nom ?. Il s'agit de la publication d'un texte dit face au public lors de votre séminaire mensuel donné à l'École Normale Supérieure de Paris. Dans ce texte qui m'apparaît ô combien nécessaire, vous évoquez dans les deux derniers chapitres ce que vous appelez « l'incorruptible ou l'histoire de l'hypothèse communiste ». Ces chapitres traitent en somme du ré-avènement du mot communisme.*

Est-ce que je pouvais ne pas en parler? Je sens les choses... et là, j'ai senti qu'il fallait que je parle de ça. Physiquement, il était de ma responsabilité d'en parler. Ce qui entraîne naturellement tout une stylistique, une forme d'adresse. Parler du communisme, ce n'est pas la même chose que lorsque vous êtes en train de parler des systèmes ou des théories de l'événement. Ça engage autrement. Il faut comprendre que ce quatrième tome des Circonstances est le premier dont la publication est aussi proche du séminaire, de sa transcription. Il est un peu revu, bien sûr, mais pas trop. Il est donc bien plus de circonstance que les autres numéros, qui étaient plus ponctuels. Il s'agit vraiment d'une expérience, l'expérience du mouvement qui faisait qu'on allait remettre en circulation le signifiant communisme.

Ce moment n'a pas été calculé par avance. Le discours a pris cette tournure en fonction des réactions du public. Il aurait été inexact de rester dans la donnée critique : il fallait que j'introduise un mot, que le mot soit dit. Il fallait prononcer communisme. Même si je n'ai jamais renié ce mot, pour moi aussi c'était impressionnant d'avoir été amené

à sa prononciation par un mouvement : au sens strict une expérience qui a du sens. Et comme le séminaire de cette année est annoncé sur Platon, on part encore plus loin! J'ai senti dans le public un remerciement d'avoir dit ça, alors que sur le moment il y a eu une atmosphère d'étonnement. Ce mot là n'est pas facile à porter pour tout le monde.

L'atmosphère depuis longtemps est celle du parti du moindre mal. On a convenu qu'il n'y avait qu'une façon d'être démocrate, culpabilisant ainsi les utopies. Ceux qui, ces dernières décennies, ont débordé sur le communisme en tant que pulsion de vie, que pensée de la réforme des gauches, ont été minorés. On n'a cessé de nous répéter : non, ce mot est impossible, il est consubstantiel au totalitarisme. La pression a été si forte qu'elle s'est traduite par un fatalisme, formulable ainsi : le communisme est mort, l'Histoire l'a montré. Qu'en pensez-vous?

En même temps c'est ambigu, parce que mes adversaires vont immédiatement se placer sur le mode du : «ah! ça y est. Il avoue». Par contre il est très important d'articuler ce moment, d'insister sur la résonance entre l'histoire courte et l'histoire longue. Car en politique, le mot communisme est un de ceux qui a été le plus originairement criminalisé. Même quand Marx parle de spectre... Derrida reprend tout ça : communisme c'est d'abord un mot, et ce mot a été immédiatement pris comme hantise. Dès le début, il y a eu association entre communisme et crime. Ce qui, on peut le noter, n'est pas le cas de tous les vocables : le vocable socialiste s'est toujours faufilé dans une innocence relative, même retrouvé à coté des nazis, ce qui tendrait à montrer qu'il s'agit d'un mot dont l'ambiguïté est originelle. Le communisme, lui, est un mot qui est immédiatement compromis sous son nom propre. Il ne s'est pas constitué facilement, il n'a pas bénéficié de demi-mesure et a toujours été criminalisé. C'est un mot qui n'est pas réductible à des variantes comme le socialisme. Pourquoi le mot communisme a-t-il toujours été criminalisé? Je pense qu'il est le mot de l'émancipation en elle-même. Il a bien sûr ses avatars historiques, mais il est en soit un mot générique, un mot qui n'est pas absorbable. Il n'y a donc pas d'autre possibilité que de le criminaliser. Voilà l'enjeu. Ensuite, bien sûr, nous sommes spectateurs d'une criminalisation particulière parce qu'elle s'est appuyé sur des expériences historiques qui avaient elles-mêmes engagé ce mot. Mais regardez au tout début, avant même ces expériences historiques. Pendant la commune de Paris, les officiels versaillais disaient des communards que c'était un ramassis de communistes, ce qui les désignait comme des criminels.

Finalement, relancer ce mot, c'est ouvrir une autre étape de son existence. Et puis on ne peut pas toujours reculer, on ne peut pas laisser

tomber tous nos mots. L'habitude qu'on a nous, les professionnels, et moi compris, c'est de ruser avec nos propres mots. Et j'ai partagé ce mouvement qui disait : «d'accord on est démocrate... Communiste, on en parle plus». Mais ce mot devenu imprononçable, finalement, c'est économique de commencer par lui. Par ailleurs, le fait que je le fasse maintenant peut être pris comme un signe qu'il y avait une urgence à le faire. Je sens qu'il va peut être devenir possible, par le mouvement des choses, que ce mot soit prononcé. Ça ne veut pas dire que les adversaires ne continueront pas à les criminaliser, mais ça veut dire que, peut être, le pouvoir d'intimidation de cette criminalisation s'affaiblit. Je suis optimiste pour ce mot là, parce qu'il apparaît là comme la conséquence d'un discours articulé, comme une chose qui adhère à toute une procédure.

On sent bien, en même temps, qu'entre communisme et socialisme, il n'y a pas la même injonction. Dans le mot socialisme, il y a l'idée de s'occuper des autres, et donc d'une distance. Dans le communisme, il s'agit de mettre en commun, et cela concerne tout le monde.

Le communisme c'est tout le monde, le en-commun qui est immédiatement présent. Alors que le socialisme chrétien, qui veut arranger les choses, a un côté caritatif. C'est pour ça que le mot communisme est violent : il oblige. Le dispositif est complètement différent.

Il y a quelque chose qu'il me semble important de ré-expliquer, de ré-entendre ou tout simplement d'expliquer et d'entendre pour les jeunes générations , à savoir une question qui peut apparaître totalement décalée aujourd'hui et qui est très importante pour vous comprendre : qu'est ce qu'une politique maoïste?

Je vais prendre une précaution préliminaire avant de répondre. Peut-être que l'expression politique maoïste n'est pas extrêmement bonne en elle-même. Je reviendrais sur le maoïsme. Est-ce que Mao était dans l'idée qu'il y avait une politique maoïste? Lénine n'était pas dans l'idée qu'il y avait un léninisme. C'est une création de Staline. Le marxisme-léninisme : une rétroaction sur Lénine - qui a eu une fortune immense d'ailleurs - et qui est à rendre à son auteur. C'est Staline qui a dit que le léninisme était une nouvelle étape dans le marxisme. Ce n'est pas sûr non plus que Mao pensait qu'il y avait un maoïsme. Je dis ça parce que, au fond, dans la détermination des étapes successives de la politique communiste, la question des noms propres est en réalité une question importante. L'adversaire s'en sert constamment, il colle le communisme à un système de noms propres : c'est plus facile de dézinguer les noms

propres que de dézinguer une idée, et nous-mêmes sommes en discussion avec ça. Quelle est la fonction des noms propres dans cette affaire? Y en a-t-il une? Tout le débat sur le culte de la personnalité qui a dominé les années 1960, après le rapport Kroutchev, était simplement une manière de tenter d'entrer dans cette affaire assez obscure de la fonction des noms propres dans la politique d'émancipation.

Ceci dit, je pense que la politique maoïste a eu, et aura toujours après tout, une signification tout à fait précise pour quelqu'un comme moi. Il y avait quatre traits constitutifs du maoïsme, traits qui demeurent.

Le premier était que la composition communiste ne pouvait pas se réduire à la relation entre le parti et les masses. Il faut se demander comment le rapport fonctionne dans l'autre sens, le rapport des masses au parti. C'était une dialectisation nouvelle de la question du parti par rapport à l'héritage stalino-léninien. Elle anticipait une idée fondamentale, qui était que le parti était peut-être devenu inadéquat, en tout cas dans sa formulation première, car l'expérience montrait qu'il ne menait pas bien toute une série de tâches.

Le deuxième point était que le communisme ne pouvait pas être simplement désigné comme une étape. Ça, c'est la formule de Mao qui m'avait frappé si fort. Sans mouvement communiste, il n'y a pas de communisme. Il existe au présent. Ce n'est pas une étape qui vient après le socialisme. Il s'agit donc de la question du caractère au présent de l'hypothèse communiste dans les processus politiques quels qu'ils soient

La troisième chose : il doit y avoir des formes de l'état qui ne soient pas réductibles strictement à son pouvoir. Cela existe très tôt chez Mao. Certains de ses textes sont consacrés à creuser l'idée des formes de pouvoir populaire dans un lien permanent aux gens, comme point de butée d'une réflexion sur l'état.

Enfin, en quatrième point, il y a quand même des moments en politique où existe un primat du désordre sur l'ordre.

C'est ce système composite qui pour moi a été représenté comme maoïste. Une politique d'émancipation, qui mérite de se présenter sous l'hypothèse d'une politique communiste, doit au moins traverser ces quatre questions.

* Circonstances 1 : *Kosovo, 11 septembre, Chirac/Le Pen*. Circonstances 2 : *Irak, foulard, Allemagne/France*. Circonstances 3 : *Portées du mot «juif»*.

L'intégralité de cet entretien d'Alain Badiou réalisé à Saint-Étienne en novembre 2007, et qui porte non seulement sur le mot communisme, mais aussi sur son livre sur Deleuze, sur sa relation avec le philosophe Slavoj Zizek, ou encore sur les mathématiques, sera publié dans son intégralité dans un prochain numéro de de(s)génération(s).